



Rapport sur la francophonie

Ma patrie, c'est la langue française

Albert Camus

La langue, c'est un sujet identitaire vital, c'est notre disque dur

Hubert Védrine

Auteurs : Zina El-Gheribi-Schmitz, Thomas Lefebvre, Julien Ravalais Casanova, Zohra Tabouri

New York, le 15 octobre 2008

www.clubpraxis.com

@ClubPraxis 

RESUME des PROPOSITIONS

1. Créer un portail internet de référence francophone vivant œuvrant au renouveau de l'image de la langue française et des cultures francophones. Ce portail s'appuierait sur des partenariats avec des acteurs incontournables d'envergure mondiale comme Google ou Wikipedia, mais aussi Publicis et Vivendi (par le biais d'incitations fiscales).
2. S'appuyer sur les communautés en ligne, telle Facebook.
3. Susciter les initiatives personnelles de développement de sites en français, et de traduction de sites en langue étrangère en français : par exemple, les universités francophones pourraient être poussées à inscrire dans les programmes de langues vivantes des projets de traduction de pages internet (que ce soit pour des institutions internationales comme l'ONU, en manque de traducteurs pour ses sites internet, ou pour des sites tels que Wikipedia).
4. Étendre la diffusion hertzienne, ou satellite, de TV5 Monde, développer la gratuité, ouvrir son capital à un plus grand nombre d'actionnaires non-publics et encourager son financement et les partenariats avec des industriels par le biais d'incitations fiscales, afin de lui permettre d'avoir accès à des moyens supplémentaires, favoriser des campagnes publicitaires de choc pour TV5 Monde (et RFI).
5. Financer l'accès à ces réseaux notamment dans les bastions francophones, principalement en Afrique afin que les médias continuent à être un relais le plus large possible à la diffusion de la langue française.
6. Soutenir, à travers un effort financier conséquent et constamment renouvelé, la diffusion des radios francophones comme RFI.
7. Soutenir les différents médias francophones, et à travers eux le journalisme francophone afin que le point de vue francophone soit diffusé le plus largement possible.
8. Trouver de nouveaux moyens pour étendre et consolider le réseau des lycées français avec les écoles françaises « en marge » nouvellement créées par les parents eux-mêmes notamment.
9. Susciter l'apprentissage du français à l'étranger, en devenant beaucoup plus proactif, à l'instar des chinois et des anglo-saxons qui rendent l'apprentissage de la langue plus accessible en terme de coûts notamment.
10. À l'instar du « gap year » anglais et de ses équivalents dans la plupart des pays anglo-saxons, créer un système de bourse incitant les jeunes étudiants français et des pays riches francophones à partir en mission humanitaire longue, pour aider des

populations en difficultés et/ou enseigner le français. Distribuer des crédits pour ce genre d'expérience dans les universités et grandes écoles.

11. Agir sur la politique de recrutement des grandes instances internationales, et notamment de l'ONU et de la Commission Européenne, afin de pousser au recrutement de fonctionnaires internationaux réellement francophones (pas forcément de souche).
12. S'assurer du fait que les sites internet des départements du Secrétariat général de l'Onu sont traduits en français.
13. Stimuler la contribution des États membres de la Francophonie lors du Sommet de la Francophonie, afin que les chefs d'États et gouvernements décident d'élaborer les instruments de veille et de suivi de la bonne application des principes de parité des langues.
14. Rendre plus facile l' utilisation des symboles accentués sur Internet par une réforme – par exemple – de la norme ASCII.
15. Inciter fiscalement les grandes maisons de quotidiens français ou francophones internationales, et également quelques magazines, à ouvrir des presses dans les grands bastions de l' expatriation francophone ainsi que près des grandes agglomérations du monde, à l' instar du Herald Tribune, du Financial Times et de The Economist, ou à s' allier pour créer un hebdomadaire florilège de la presse francophone, qui serait diffusé en français et quelques autres langues.
16. Augmenter et consolider les partenariats avec les nombreuses organisations et initiatives locales de promotion de la langue française, lesquelles restent malheureusement isolées.
17. Inciter à l'étude de la langue française pour les diplomates et les fonctionnaires internationaux, en nouant des relations avec les grandes écoles agissant dans ce domaine.

INTRODUCTION

Importance et urgence d'un regain d'efforts pour la francophonie

La donne ayant beaucoup changé au cours des dernières années et de manière drastique durant ces derniers mois, il convient de repenser la manière dont les grands pays francophones peuvent approcher le problème du maintien de l'influence francophone.

Dans un contexte de globalisation accrue, la langue française et l'influence des cultures francophones sont en recul permanent, entraînant avec eux l'influence-même de la France dans le monde – culturelle, mais aussi diplomatique, politique, et économique. La francophonie, en tant que ferment de rassemblement, est soutenue par de nombreuses institutions internationales dans lesquelles se retrouvent les peuples et pays amoureux des cultures francophones ou alors tout simplement intéressés par le fait de faire partie d'un « club » géopolitique. Si on lui donne les moyens d'avoir de l'impact dans le monde, elle peut être un moyen de revitaliser, notamment, le souffle de la France. De même que les pays anglo-saxons ont pour beaucoup le vent en poupe du fait de leur dominance culturelle actuelle, un regain de force de la sphère francophone dans le monde peut stimuler le prestige de la France et de ses pays frères, la portée de leurs messages, la capacité de leurs entreprises à mieux exporter, à mieux nouer des accords internationaux cruciaux, la possibilité pour leurs universités à recruter les meilleurs professeurs et chercheurs, et attirer les meilleurs élèves, le rayonnement de leurs armées lors de missions de maintien de la paix.

Tout d'abord, l'attrait intrinsèque de la francophonie pour les non-francophones a beaucoup diminué récemment : il faut rapidement modifier les principes de la culture d'expansion de la sphère francophone auprès des non-francophones de souche, passer du « pull » (surcroît de demande, l'offre suit la demande) au « push » (à l'inverse, la demande doit être stimulée activement, voire artificiellement au départ, pour trouver des débouchés à l'offre).

À l'opposé, il y a une forte demande au sein de la communauté francophone et française expatriée, qui ne fait que croître, au niveau de l'éducation et de l'apprentissage du français, à laquelle les dispositifs actuels ne peuvent plus répondre efficacement.

Enfin, la culture anglo-saxonne – principalement – taille des croupières dans les territoires historiquement francophones et leur influence linguistique, qui finira par se traduire par un abandon progressif du français et – plus grave – des liens culturels particuliers qui lient tel ou tel pays au reste de la planète francophone (comme au Cambodge par exemple) : il est important de se refocaliser sur ces pays-là, de leur montrer qu'être francophone et appartenir à la grande famille francophone leur donne certes le droit à des programmes d'aides, l'accès à un forum international mais aussi que nous sommes là pour les aider à poursuivre cette belle aventure moderne qu'est la francophonie, le fait de partager une racine culturelle plurielle, de mettre en commun ses diversités dans l'union que fournit la langue française, devenue, peut-être malgré elle et contre tous ses désirs antérieurs de dominer le monde, un des derniers remparts actifs du monde multipolaire.

La francophonie, c'est l'affaire de tous les pays francophones mais c'est aussi et surtout l'affaire de la France, tant sa place dans le monde et son futur sont concernés par le maintien de ce réseau qu'elle a su patiemment se constituer au fil des ans, et qui fond aujourd'hui comme neige au soleil. La francophonie peut être vue comme un gouffre financier... mais elle est source de création de valeur à l'avenir, et des actions bien ciblées, surtout à l'heure de l'internet et de la télévision satellitaire, peuvent rapporter gros.

I. Internet : un puissant outil à exploiter

L'exploitation d'internet permet de remplir trois objectifs principaux : rattraper le retard au niveau des média traditionnels, contribuer au rapide épanouissement de la culture française et francophone dans le monde mais aussi et surtout servir de formidable plateforme dans le développement économique de la France et des pays francophones.

Des sites internet de promotion de la langue française ont récemment été lancés, comme le site Canal Académie (annonce sur le site internet de l'OIF). Mais leurs lancements se font sans bruit, et la clarté, la facilité d'utilisation ainsi que la richesse de contenu des sites doivent être nettement améliorées.

1. Il faut créer un portail internet de référence francophone vivant permettant d'accéder à tous les sites internet francophones jugés dignes de l'intérêt public, ainsi qu'aux bases de données et bibliothèques en ligne à partir desquelles on peut consulter des ouvrages francophones (à la fois littéraires, musicaux, artistiques et cinématographiques). Ce portail doit être actif et attrayant, et cela passe peut-être par le fait que ses interfaces d'accès soient traduites en anglais, espagnol, allemand, arabe, chinois et japonais (par exemple). L'initiative doit être lancée avec la participation de professionnels (pour la création du site et la structure des partenariats) afin d'atteindre un grand nombre d'internautes et de maximiser le retour sur investissement d'un tel projet. Le concours de sponsors industriels peut être précieux, comme par exemple un partenariat avec des acteurs incontournables d'envergure mondiale comme Google et Wikipedia. On peut imaginer également s'allier à des sociétés d'origine francophones, Publicis pour les aspects de financement par la publicité et la communication, Vivendi pour la diffusion mobile par exemple, qui puiseraient sur leurs budgets *pro bono*, en échange de rayonnement international. Les alliances avec les industrielles pourraient aussi se faire sous forme d'incitations fiscales. Ce portail serait une plateforme idéale dans le renouveau de l'image de langue et culture française.
2. Il faut s'appuyer sur les outils fabuleux que sont les communautés en ligne, telles Facebook et aSmallWorld, et inciter à la création de sous-ensembles qui serviront la politique d'expansion francophone.
3. Il faut susciter les initiatives personnelles de développement de sites en français, et de traduction de sites en langue étrangère en français : par exemple, les universités

francophones pourraient être poussées à inscrire dans les programmes de langues vivantes des projets de traduction de pages internet (que ce soit pour des institutions internationales comme l'ONU, en manque de traducteurs pour ses sites internet, ou pour des sites tels que Wikipedia).

II. Les médias francophones menacés

Les médias doivent être un instrument de dialogue, une ouverture à autrui, ainsi qu'un refus de l'uniformisation mondiale qui passerait par l'imposition de valeurs présentées comme universelles. La francophonie, telle qu'elle existe aujourd'hui, a survécu parce qu'elle représente justement des valeurs qui perdurent et dépassent les enjeux de puissance et de pouvoir. Par conséquent, les journalistes francophones doivent tout particulièrement veiller à conserver une lecture indépendante et réaliste des événements du monde afin de transmettre un message différent, un message francophone.

4. Il faut étendre la diffusion hertzienne, ou satellite, de TV5, développer la gratuité, ouvrir son capital à un plus grand nombre d'actionnaires non-publics, et encourager son financement et les partenariats avec des industriels par le biais d'incitations fiscales, afin de lui permettre d'avoir accès à des moyens supplémentaires.
5. Il faut financer l'accès à ces réseaux notamment dans les bastions francophones, principalement en Afrique afin que les médias continuent à être un relais le plus large possible à la diffusion de la langue française.
6. Il faut soutenir, à travers un effort financier conséquent et constamment renouvelé, la diffusion des radios francophones comme RFI.
7. Il faut soutenir les différents médias francophones, et à travers eux le journalisme francophone afin que le point de vue francophone soit diffusé le plus largement possible.

III. Apprentissage du français à l'étranger

La langue française est le lien indissoluble de l'unité francophone, et elle donne à la fois à la francophonie son identité et en tire – en retour – sa vivacité et sa richesse. Il est important que les non-francophones puissent avoir accès à de nombreuses options leur permettant de se plonger dans notre langue, de l'aimer, de la vivre, de la faire vivre en eux et autour d'eux. Surtout à l'heure où le chinois est en passe de devenir la seule deuxième langue qui compte dans le monde (on parle d'une croissance phénoménale des Confucius Institutes, qui atteindraient le chiffre de 1 000 en 2012).

De plus, il est important que les petits francophones expatriés puissent sans problème conserver leur identité francophone et cela passe par une aide aux familles afin que le français comme langue natale dans les pays non-francophones ne soit pas une illusion.

8. Il faut trouver de nouveaux moyens pour étendre et consolider le réseau des lycées français, mais également des écoles françaises « en marge » nouvellement créées par les parents eux-mêmes ainsi que des établissements francophones dans les villes à fortes populations expatriées francophones, augmenter le nombre de places et développer un système de bourses pour les élèves de souche francophone (jeunes couples principalement et/ou nombreuses familles à revenu disponible faible et forcés à placer leurs enfants dans les écoles publiques locales où l'enseignement du français est absent, comme par exemple aux États-Unis, deuxième pays d'accueil des français expatriés après la Suisse avec 112 000 d'immatriculés consulaires en 2007), afin de répondre à une demande croissante des français et des francophones expatriés.
9. Il faut susciter l'apprentissage du français à l'étranger, en devenant beaucoup plus proactif, à l'instar des chinois et des anglo-saxons : rendre plus accessibles et moins chers les Alliances Françaises et autres instituts culturels pour ceux qui souhaitent apprendre le français, renforcer les partenariats avec les établissements d'enseignement à l'étranger afin que le français garde sa place de deuxième langue étrangère la plus apprise après l'anglais.

IV. Développer le volontariat francophone à l'étranger

De nombreux jeunes anglais, avant d'entrer à l'université, partent à l'étranger pendant un an. Il s'agit de leur « gap year », pendant lequel ils vont le plus souvent agir au sein d'organisations humanitaires ou dans des institutions académiques pour enseigner l'anglais. De nombreux américains font de même après l'université au sein du Peace Corps. Ils restent auprès de populations dans le besoin pendant une longue période, laissant une empreinte indélébile auprès de ceux qu'ils ont aidés ou auxquels ils ont enseigné l'anglais. Le Royaume-Uni et les États-Unis y trouvent leur compte, l'anglais aussi. Cette culture de l'humanitaire de long terme n'est pas si ancrée dans le système français, où les missions étudiantes sont le plus souvent courtes (limitées à des vacances), et n'ont peut être pas le même impact au niveau culturel.

10. Il faut réfléchir à un système de bourse qui inciterait les jeunes étudiants français et des pays riches francophones à partir en mission humanitaire longue, pour aider des populations en difficultés et/ou enseigner le français. En parallèle, il faut encourager les universités et grandes écoles à ne pas pénaliser les élèves qui prennent la décision de s'expatrier un an dans un but humanitaire, et au contraire à distribuer des crédits pour ce genre d'expérience.

V. Le recul du français dans les organisations internationales

À l'Onu et dans les Fonds et Programme internationaux, en dépit de nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale appelant au strict respect des règles régissant le régime linguistique en vigueur, le principe de la parité entre les différentes langues officielles et langues de travail continue d'être battu en brèche par la prédominance de l'anglais. Il en est de plus en plus de même dans les instances de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe.

- I1. Il faut agir sur la politique de recrutement des grandes instances internationales, et notamment de l'Onu et de la Commission européenne, afin de pousser au recrutement de fonctionnaires internationaux réellement francophones (pas forcément de souche).
- I2. Il faut s'assurer du fait que les sites internet des départements du Secrétariat général de l'Onu sont traduits en français.
- I3. Il faut stimuler la contribution des États membres de la Francophonie lors du Sommet de la Francophonie, afin que les chefs d'États et gouvernements décident d'élaborer les instruments de veille et de suivi de la bonne application des principes de parité des langues.

VI. Points supplémentaires

I4. *Dans le cadre d' internet et des communications mobiles*

Il faut rendre plus facile l' utilisation des symboles accentués sur Internet (tous les sites n' acceptent pas les accents et cédilles dans leurs formulaires... etc.), par une réforme de la norme ASCII. Des initiatives dans ce genre n' ont jamais abouti, mais c' est crucial si on veut que le français puisse s' installer durablement sur le net (les hispanophones seraient à nos côtés dans cette démarche !). Par ailleurs, on peut aussi proposer dans la foulée une réforme similaire pour les messages SMS.

I5. *Dans le cadre des médias, en particulier de la presse écrite et des magazines*

Les anglo-saxons ont le Herald Tribune, imprimés localement et donc diffusés sans délai. Avec le Herald Tribune, le Financial Times et The Economist (avec des éditions locales légèrement modifiées), les anglais, plus que les américains d'ailleurs, diffusent leur propre vision du monde. Le message est aussi relayé par la BBC. Bien entendu, cela est en partie facilité par le fait que la langue utilisée est l' anglais. Il en est de même pour Time et Newsweek qui sont imprimés sur de nombreux continents directement, et qui eux diffusent l' opinion générale américaine. Les anglo-saxons ont une attitude très conquérante. On peut noter également que le Financial Times est même publié en allemand !

La France et les grands pays francophones ne sont pas du tout présents sur ce créneau. Une victoire dans ce domaine passe par l'entreprise privée, mais il faudrait peut-être inciter fiscalement les grandes maisons de quotidiens français ou francophones internationales, et également quelques magazines, à ouvrir des presses dans les grands bastions de l'expatriation francophone ainsi que près des grandes agglomérations du monde.

Si ce n'est pas assez économique *in fine*, on pourrait susciter la création d'un hebdomadaire florilège à l'image de *Courrier international*, qui serait diffusé en français et anglais, voire en quelques autres langues (chinois, arabe, espagnol par exemple), et reprendrait les meilleurs articles de la presse francophone mondiale.

16. *Dans le cadre de l'apprentissage du français à l'étranger*

Il faut renforcer les partenariats avec les initiatives locales réalisées par les français, mais aussi les francophones et francophiles, afin que le système éducatif francophone à l'étranger ne soit pas que l'affaire des États mais aussi celui des expatriés locaux agissant de concert. Cette consolidation permettra aussi de diminuer l'isolement de ces organisations et de motiver/récompenser de telles initiatives.

17. *Dans le cadre de la place du français dans les organisations internationales*

Il faut inciter à l'étude de la langue française pour les diplomates et les fonctionnaires internationaux, en nouant des relations avec les grandes écoles agissant dans ce domaine (écoles nationales propres à chaque pays, mais aussi écoles internationales comme *Fletcher School of Diplomacy* ou *Kennedy School of Government*, etc...).